

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 79

Le président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

DECISION DU PRESIDENT

DU 15 JANVIER 2024

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE, LE QUINZE JANVIER
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°02 – FINANCES – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL D'INDEMNISATION
ENTRE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL ET LA MACIF REPRESENTANT MME
BOUKORTT HOURIA POUR SON BIEN SIS 16 RUE HENRI BARBUSSE (93270)**

Le président,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L. 5219-5.-I., dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), relatif à la compétence en matière de politique de la ville exercée de plein droit par l'établissement public territorial,
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,
Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au président,
Vu la délibération n°36 du conseil de territoire du 11 juillet 2020 par laquelle l'organe délibérant a délégué à son Président, et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions, en le chargeant notamment de régler les conséquences dommageables des sinistres dans la limite de 15.000 € et l'autorisant à signer les protocoles transactionnels de règlement amiable des litiges y afférent,
Vu la réclamation de la MACIF du 4 février 2022 sollicitant le règlement des dommages et intérêts évalués lors de l'expertise contradictoire du 30 juillet 2021,
Vu le procès-verbal de constatations à l'appui de cette réclamation,
Vu le protocole d'accord transactionnel,
Vu le budget de l'EPT Paris Terres d'Envol,

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol a, depuis le 1^{er} janvier 2016, la compétence assainissement, et notamment l'entretien des réseaux assainissement

Considérant que l'EPT Paris Terres d'Envol reconnaît donc son entière responsabilité dans cette affaire.

Considérant une franchise contractuelle de 15.000 €.

DÉCIDE

Article 1 **D'autoriser** la signature du protocole d'accord transactionnel d'indemnisation entre l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et la MACIF représentant Mme Houria BOUKORTT dans le cadre du sinistre survenu le 4 juin 2021 dans son bien sis 16 rue Henri Barbusse à Sevran.

Article 2 **De procéder** au règlement des dommages et intérêts évalués lors de l'expertise contradictoire du 30 juillet 2021 pour un montant de **8.204,51 € TTC Valeur Vétusté Déduite (VVD)**

Article 3 **De dire** que les crédits sont inscrits au budget de l'EPT Paris Terres d'Envol.

Article 4 Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil de territoire.

Pour extrait conforme



Date de réception en préfecture
17/01/2024
Date de télétransmission : 17/01/2024
Date de réception préfecture : 17/01/2024